

Journée d'étude pour les 20 ans du Réseau Africain de formation à distance RESAFAD
« Technologies et éducation en Afrique »
vendredi 15 juin 2018, Amphi Giroux, 45 rue des Saints-Pères, Paris



Le contexte historique du RESAFAD

Didier Oillo

Mesdames et messieurs, cher(e)s collègues, chers étudiant(e)s, tout d'abord je tenais à remercier les promoteurs et les organisateurs de ces rencontres de m'y avoir invité, ensuite je tenais à préciser que l'exposé qui suit est très subjectif, il découle des réflexions d'un compagnon de route du RESAFAD depuis son origine mais pas d'un acteur impliqué dans la réalisation du projet. Je vais essayer très modestement de retracer les différents chemins pris par le réseau tels que je les ai perçus.

Le RESAFAD est né dans un **contexte particulier**, celui de la crise de l'éducation et de la formation, présente en Afrique depuis les années 70.

Cette **crise multiforme** a mobilisé toute la communauté internationale et particulièrement francophone. Séminaires, colloques, rencontres nationales et internationales ont tenté de trouver des solutions aux dysfonctionnements constatés. Mais comment donner l'espoir et la confiance dans les institutions qui pour certaines avaient moins de 10 ans.

Vers la fin des années 80, les institutions internationales ont défini **deux priorités** pour l'Afrique dans ce qu'on appelle aujourd'hui la société du savoir. Parallèlement émergeait les technologies de l'information et de la communication.

La première priorité concernait l'information :

Rappelons-nous le NOMIC, ce sigle ne représente peut-être rien pour les jeunes du réseau mais ce nouvel ordre mondial pour l'information et la communication né au sein de l'UNESCO dans les années 80 a été le socle de nombreuses réflexions et d'affirmation de nouveaux concepts.

Ceci a d'ailleurs amené **Marcel Merle** (*Bilan des relations Internationales Contemporaines*, Paris, Economica, 1995, pp.40-41) à affirmer que **l'évolution de l'histoire a été scandée par une série d'innovations techniques** qui ont mené à deux mouvements contradictoires à savoir, d'une part la **tendance à l'uniformisation de la condition humaine** et d'autre part à **la discrimination croissante entre ce qu'il appelle les « bénéficiaires » et les « laissés-pour-compte » du progrès.**

Face à la recomposition générale des forces géostratégiques sous-tendant ces inégalités, certains auteurs comme Ignacio Ramonet se retrouvent devant le constat que : « Partout alarme et désarroi succèdent à la grande espérance d'un

nouvel ordre mondial. Celui-ci, on le sait à présent, est mort-né. Et nos sociétés, comme lors de précédentes époques de transition, se demandent si elles ne s'achèment pas vers le chaos ». Mais de nombreux acteurs économiques et institutions internationales ainsi que quelques auteurs et chercheurs en Sciences de l'information et de la Communication (SIC) tels que Manuel Castells, produisent un discours plutôt dithyrambique et **promotionnel des TIC comme solution salvatrice pour le développement social et humain** et comme issue au chaos géopolitique des inégalités numériques de la société de l'information. Sont présents ici certains de ces techno-optimistes.

Et l'Afrique dans la société de l'information ? En partant du rapport McBride et des conséquences de l'échec du NOMIC nous pouvons vérifier qu'il existe d'éventuels **liens de causalité entre sous-développement et fracture numérique**.

C'est ainsi que de nombreuses organisations françaises et francophones agissant à l'internationale se sont mobilisées sous l'égide du ministère français de la coopération. L'ORSTOM avec le projet. RIO, le CIRAD avec SESAME, IBISCUS et sa base sur le développement, l'AUPELF et son système d'information et de diffusion (SYFED) s'appuyant sur le réseau Videotex et Francophonie. L'objectif commun était de rééquilibrer les flux d'information Nord-Sud. Les financements venaient du ministère français de la coopération.

La seconde priorité, celle qui nous réunit aujourd'hui concernait la formation :

C'est le domaine le plus important touché par la crise et les dysfonctionnements en découlant. La formation dont on doutait de la qualité et de la pertinence sur le marché du travail. La formation de base bien qu'étant qu'une partie de la formation ne pouvait se désintéresser, dans ce contexte, du débat contemporain sur l'implication de l'éducation dans la société.

A la fin des années 80, sous l'impulsion du Sommet de la Francophonie de Québec, appuyé fortement par la France et le CANADA-Québec, fut créé le Consortium international francophone de formation à distance, le CIFFAD, destiné à piloter un réseau d'opérateurs et d'établissements francophones d'enseignement à distance.

Des priorités avaient été établies par les conférences internationales sur l'éducation et réaffirmées avec netteté par la conférence mondiale sur l'éducation pour tous, organisée par l'UNESCO en 1990 à Jomtien en Thaïland. L'effort devait porter d'abord sur l'éducation de base, l'école primaire, l'alphabétisation, la formation professionnelle et technique. L'action du CIFFAD, allait donc se concentrer sur ces domaines avec, parallèlement et transversalement, un accent

tout particulier placé sur le soutien à la langue française et un large effort de promotion des nouveaux moyens de communication. La formation des enseignants parut essentielle pour répondre au souci d'amélioration de la qualité de l'éducation. En effet, de la qualité de l'éducation dépend en grande partie le développement.

C'est dans ce cadre qu'à l'initiative de la coopération française en la personne de Jean-Claude Balmes associé à Jean Valérien participants du CIFFAD qu'est né le Réseau africain de formation à distance, le RESAFAD. Nous renvoyons à la présentation qui en a été faite précédemment, pour constater que se trouvaient réunies les conditions les plus favorables à l'émergence en Afrique d'un dispositif endogène de formation à distance.

Le RESAFAD s'appuyait en effet sur des cellules de formation de rédaction et de production de documents pour la formation à distance, mises en réseau par les TIC, et permettant aux spécialistes africains de créer de toutes pièces des outils de formation à partir des réalités vécues. Les premiers documents produits pour la formation des directeurs d'école ont montré leur pertinence (cours fondé sur des études de cas, films en situation, cédéroms interactifs). En aval de ce dispositif créatif, les pays participants ont lancé des formations de masse utilisant les cours ainsi produits.

En relation avec ses partenaires, notamment l'AUPELF (AUF), les équipes du RESAFAD se sont attachées à mettre en œuvre des formations hybrides, en soutien présentiel et via le réseau. L'objectif commun aux différents opérateurs était de doter l'Afrique subsaharienne d'un potentiel de formation à distance appuyé sur une variété importante de contenus élaborés sur place et impliquant l'ensemble des parties prenantes. Ainsi, **une étape serait franchie par rapport aux expériences précédentes** qui pratiquaient l'unilatéralité Nord/Sud ou la simple adaptation. Les conditions étaient réunies pour qu'un processus optimal puisse se développer.

L'AUPELF (devenue l'AUF), pour sa part, avait créée UNISAT, l'université par satellite en étroite collaboration avec TV5, l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT devenue AIF puis OIF), les radios scolaires rurales, le VIFAX.

A partir de ce moment, la question se posait de définir une stratégie pour la décennie suivante dans des domaines essentiels : nouveaux rapports au travail, à la mobilité, au territoire, sociabilité, identité, biens culturels et intellectuels, économie de l'immatériel, communication, loisirs, droit, santé, éducation, égalité des chances, développement durable... en sont les mots clés.

L'Agence universitaire de la Francophonie pour sa part a créée l'Université virtuelle francophone, en étendant son réseau de Campus numériques, la France, le Québec, la Banque mondiale ont développé une politique de contenus sans trop se soucier des capacités infrastructurelles des pays sensés en être les bénéficiaires.

Il n'est pas sûr que le RESAFAD ait pu ou ait eu le temps de saisir les opportunités s'ouvrant à lui ou à ses partenaires. Cependant, des trajectoires ont été créées qui ont permis de construire de nouveaux projets bénéficiant de l'expérience des précédents et des évolutions technologiques.

Pour terminer j'aurai une pensée très émue pour Jean Valérien, Geneviève Jacquinet et Martial Vivet.

Que la terre leur soit légère.